

Note de synthèse de l'ODI

Niger : profil macroéconomique et commercial

Opportunités et enjeux dans le cadre de la mise en œuvre de la ZLECA

Prachi Agarwal et Sherillyn Raga

Janvier 2022



Série de documents de politique de l'ODI-GIZ sur la ZLECA

Messages clés

- La croissance du PIB du Niger a été de 6,2 % en moyenne entre 2010 et 2019, mais elle a été instable car ses principales exportations (par exemple, les produits miniers et pétroliers) étaient exposées à la volatilité des prix internationaux. En 2020, la croissance du PIB s'est ralentie, passant de 5,9 % à 1,2 %, en raison des mesures de confinement dans le cadre de la Covid-19 et des retards dans la mise en œuvre des projets.
- Le Fonds monétaire international (FMI) prévoit une croissance robuste du PIB de 6,9 % en 2021 et de 12,8 % en 2022, dès le début de l'exploration pétrolière, ce qui pourrait faire du Niger un exportateur net de pétrole.
- Le commerce total (exportations + importations) de biens et services s'est élevé à 37 % du PIB en 2019, et a légèrement baissé à 35 % du PIB dans le contexte de Covid-19. Au cours des cinq dernières années, le Niger a principalement exporté du minerai d'uranium, de l'huile de palme non raffinée, des distillats légers de pétrole et de l'or. Il est possible de soutenir l'exportation de véhicules, de tissus de coton, de pâtes alimentaires, d'oignons et de produits végétaux, compte tenu de la demande mondiale croissante et/ou de l'efficacité du Niger pour ces produits.
- Le stock d'investissements directs étrangers (IDE) est passé de 2,3 milliards de dollars à 8,2 milliards de dollars entre 2010 et 2020, mais la croissance des flux d'IDE est soumise aux chocs intérieurs et extérieurs auxquels le Niger est confronté. En 2020, les entrées d'IDE ont diminué de 48,8 % pour atteindre 376 millions de dollars.
- Le Niger est un importateur net de biens avec d'autres pays africains. Les principaux partenaires commerciaux sont situés dans les pays membres de la CEDEAO, à savoir le Nigeria, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Ghana. En 2019, la part des

exportations intra-africaines était de 50 % des exportations totales tandis que les importations intra-africaines représentaient 18,1 % des importations totales. Ces parts ont chuté dans le cadre de la Covid-19.

- En tant que PMA, le Niger dispose d'une période de 15 ans pour éliminer les barrières tarifaires dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA). Le pays a déjà préparé un plan stratégique national pour la ZLECA et est partie au plan de mise en œuvre régional de la ZLECA sous l'égide de la CEDEAO.

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier Maximiliano Mendez-Parra et Dirk Willem te Velde pour leurs commentaires sur les versions précédentes du rapport ainsi que Riaz Butt-Garcia et Jose Guzman pour leurs contributions. Les auteurs sont reconnaissants pour le soutien financier de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH au nom du gouvernement allemand. Les opinions présentées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de la GIZ, du gouvernement allemand ou de l'ODI. Les commentaires sont les bienvenus à l'adresse p.agarwal@odi.org.uk.

À propos de cette publication

Ce document vise à informer les parties prenantes concernées, y compris le secteur privé et les experts non ZLECA, sur la situation économique actuelle du Niger et la mise en œuvre de la ZLECA. Le document est structuré comme suit. La section 1 traite du développement socio-économique récent du Niger, suivi du paysage commercial et de l'environnement d'affaires du pays (section 2). La section 3 présente la performance du commerce intra-africain du Niger et le statut de la mise en œuvre de la ZLECA. La dernière section résume l'analyse du document par une présentation SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces).

Ce document fait partie de la série de documents de politique de l'ODI-GIZ dans le cadre d'un projet plus vaste intitulé : « Programme de soutien de la GIZ à la ZLECA ». Ce programme soutient les partenaires de la GIZ aux niveaux continental (Commission de l'UA, Secrétariat de la ZLECA), régional (actuellement la Communauté est-africaine, CEA et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, CEDEAO, le projet de Communauté de développement de l'Afrique australe, SADC) et national dans les négociations et la mise en œuvre de la ZLECA.

Avertissement : le contenu de cette publication a été produit rapidement afin de fournir des idées et des analyses préliminaires sur un thème donné. Il a été relu et édité, mais les processus rigoureux habituels n'ont pas nécessairement été appliqués.

À propos des auteurs

Prachi Agarwal est agent de recherche principal à l'ODI, et Sherillyn Raga est chargée de recherche à l'ODI.

1 Développements socio-économiques récents

Le Niger est un pays enclavé et peu développé d'Afrique occidentale. Principalement occupé par le désert du Sahara, le Niger est extrêmement vulnérable aux invasions de criquets, aux sécheresses récurrentes et à la désertification progressive (Pinto Moreira et Bayraktar, 2005). Le Niger est également l'une des nations les plus pauvres, avec les niveaux de développement humain les plus bas¹ (FMI, 2020) (tableau 1). Toutefois, entre 2014 et 2019, l'incidence de la pauvreté (et des inégalités) a considérablement diminué dans les zones rurales, à la suite de l'impact distributif favorable aux pauvres de la forte croissance du secteur agricole² (Banque mondiale, 2021).

L'économie du Niger repose essentiellement sur l'agriculture et les activités minières. Le secteur agricole a contribué de manière ininterrompue à 37 % du PIB chaque année depuis 2000. Dans le même temps, la part du secteur industriel, soutenue par l'activité minière, dans le PIB a atteint en moyenne 19 % au cours de la même période.

La croissance du PIB du Niger entre 2010 et 2019 a été de 6,2 % en moyenne, mais elle a été volatile, car les principales exportations du pays (issues de l'exploitation minière et des produits agricoles) sont exposées aux fluctuations des prix internationaux. En 2019, la croissance du PIB a ralenti, passant de 7,2 % à 5,9 %, à la suite de la baisse des prix mondiaux de l'uranium (une exportation importante), d'épisodes de conflits politiques violents au niveau national et de conditions météorologiques défavorables (Banque mondiale, 2018 ; FMI, 2021a). En 2020, la croissance s'est encore ralentie pour s'établir à 1,2 %, en raison des mesures de confinement national dans le cadre de la pandémie de Covid-19, des retards dans la mise en œuvre des projets étrangers et de la fermeture de la frontière par le principal partenaire commercial du Niger, le Nigeria (FMI, 2021a ; 2020).

Le gouvernement a répondu à la pandémie par des dépenses supplémentaires représentant 0,8 % du PIB afin d'atténuer l'impact de la Covid-19 sur l'économie. L'incidence élevée et persistante de la pauvreté a également exercé une forte pression sur le gouvernement et les finances publiques. Le déficit budgétaire, qui s'est allégé de 6,7 % du PIB en 2015 à 3,6 % du PIB en 2019, soutenu par une hausse de l'aide étrangère,³ s'est creusé à 5,8 % du PIB en 2020 dans le contexte de la pandémie (FMI, 2021a et tableau 2).

¹ Le Niger est classé 189/190 sur l'indice de développement humain et a obtenu un score de 0,394 en 2019. Quelque 40 % de la population totale vit dans la pauvreté, avec un accès insuffisant à l'éducation et aux soins de santé, ce qui contribue à des taux de mortalité élevés (Banque mondiale, 2021).

² Entre 2014 et 2019, la pauvreté a diminué de 5,4 % ; 2,9 % proviennent de la croissance et 2,5 % de la redistribution (Banque mondiale, 2021).

³ La majeure partie de l'aide étrangère a contribué aux dépenses de sécurité du Niger (FMI, 2021a).

Les prévisions du FMI indiquent une reprise robuste de l'économie du Niger au cours des trois prochaines années, grâce à une meilleure mobilisation des recettes. La croissance du PIB devrait passer à 6,9 % en 2021 et à 12,8 % en 2022 (tableau 2). Un investissement important du gouvernement, soutenu par la China National Petroleum Company, dans un oléoduc pour les exportations de pétrole brut devrait donner un coup de fouet à la croissance (FMI, 2020).

Tableau 1 Données nationales et indicateurs sociaux du Niger

Capitale : Niamey			
Superficie : 1,27 million km ² ; située en Afrique occidentale			
Langues : français (langue officielle), haoussa, songhai, arabe			
Religion : Islam et croyances indigènes			
Monnaie ; taux de change : Franc de la Communauté Financière Africaine (CFA) ou franc CFA de l'Afrique de l'Ouest ; 1 dollar US = 580 francs CFA.			
	2000	2010	2020/Dernière année disponible
Population (millions)	11,3	16,5	24,2
Taux de dépendance (%) ¹	98,0	105,4	104,1
Espérance de vie (années)	49,9	57,3	62,4 ²
Nombre moyen d'années de scolarité	1,1	1,4	2,1 ²
RNB par habitant (en dollars constants PPA 2017)	973,5 ³	1093,6	1278,5 ²
Taux de pauvreté (% de la population vivant sous le seuil de pauvreté national)	75,3 ³	50,6 ⁴	45,4 ⁵
Taux de chômage (%)	1,5	0,6	0,7
Indice d'inégalité entre les sexes ⁶	0,8	0,7 ⁴	0,6 ²
Indice de développement humain ⁷	0,26	0,33	0,39 ²

Notes : 1 taux de dépendance des jeunes (0-14 ans) par rapport à la population en âge de travailler (15-64 ans) ; 2 à partir de 2019 ; 3 à partir de 2005 ; 4 à partir de 2011 ; 5 à partir de 2014 ; 6 score plus élevé = plus grande inégalité entre les sexes ; 7 score plus élevé = meilleur développement humain ; RNB = revenu national brut ; PPA = parité de pouvoir d'achat.

Sources : WDI (2021) ; PNUD (2021)

Tableau 2 Performances et prévisions macroéconomiques et financières sélectionnées¹

	2019	2020	2021p ⁴	2022 p	2023 p
PIB réel (croissance en %) ⁵	5,9	1,2	6,9	12,8	11,1
Prix à la consommation (moyenne de la période, croissance en %)	-2,5	2,9	2,9	2,5	2
Investissement total (% du PIB)	30,2	31,2	31,7	33,3	30,0
Recettes publiques et subventions, exercice financier ² (% du PIB)	18,0	17,6	17,2	17,1	17,9
Dépenses publiques, exercice financier (% du PIB)	21,6	22,9	23,8	22,4	21,6
Solde budgétaire global, exercice financier (% du PIB) ⁵	-3,6	-5,8	-4,4	-3,5	-2,5
Dette publique, garanties comprises (% du PIB) ⁵	39,8	41,7	42,1	40,0	37,8
Crédit au secteur non gouvernemental (croissance en %) ⁵	13,0	-0,3	10,5	21,2	20,9
Solde du compte courant (% du PIB)	-12,6	-13,5	-15,4	-16,1	-11,4
Envois de fonds ³ (% du PIB)	2,4	2,2			
Réserves internationales brutes (mois d'importations potentielles) ⁵	6,0				

Notes : 1 Largement basé sur le FMI (2021b) ; 2 l'année fiscale va de juillet à juin ; 3 calcul des auteurs utilisant les flux de transferts de fonds prévus par le FMI (2021b) ; 4 « p » indique une prévision ; 5/ données du FMI (2020).

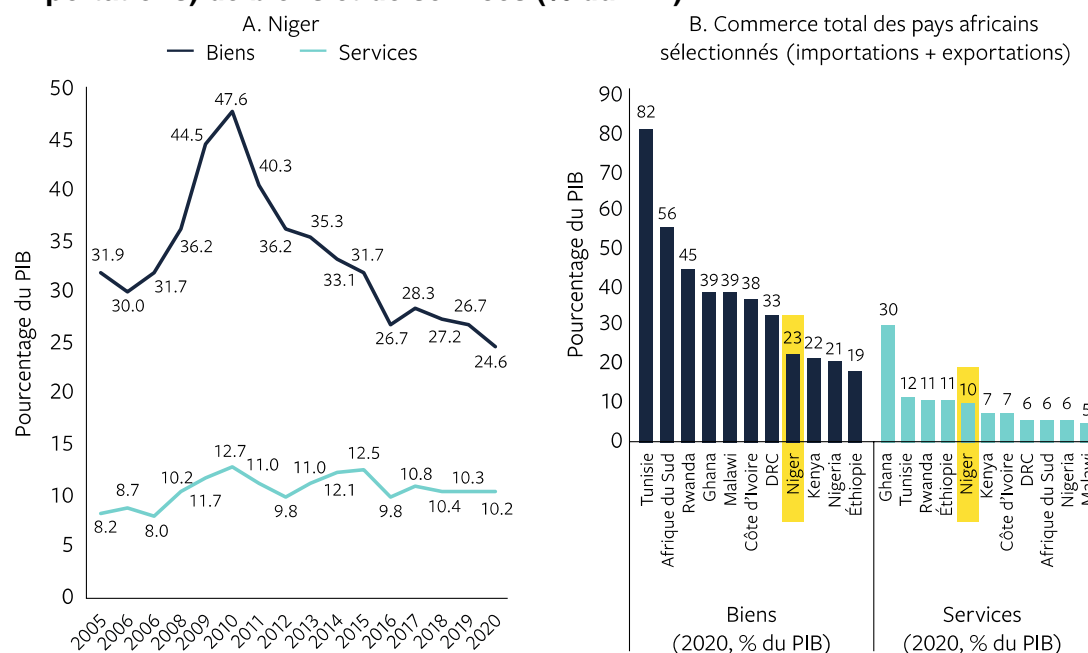
Sources : FMI (2020) ; FMI (2021b).

2 Paysage commercial et environnement d'affaires

2.1 Paysage commercial

Le Niger est un membre actif de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et a harmonisé diverses composantes de sa politique commerciale et monétaire. Par exemple, il participe déjà à la zone franc (partage d'une monnaie commune), et est membre de l'union douanière de l'UEMOA (appliquant ainsi le code douanier communautaire). Le Niger est simultanément membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) afin de promouvoir la coopération et l'intégration en Afrique de l'Ouest (OMC, 2018). En conséquence, les deux communautés partagent l'autorité en matière de politique commerciale ; le tarif extérieur commun de l'UEMOA a été remplacé par le tarif extérieur commun de la CEDEAO en 2015 (OMC, 2018).

Figure 1 Commerce total du Niger et de certains pays africains (exportations + importations) de biens et de services (% du PIB)



Source : calculs des auteurs basés sur les données de la CNUCED.

Le commerce total du Niger (exportations et importations) a culminé en 2010 à 60,3 % du PIB, dont 47,6 % de biens et 12,7 % de services, et a progressivement diminué depuis lors (figure 1). Dans le contexte de la pandémie de Covid-19 en 2020, le commerce total a légèrement diminué (en pourcentage du PIB), passant de 37 % en 2019 à 35 % en 2020. Le commerce du Niger a été affecté par la fermeture

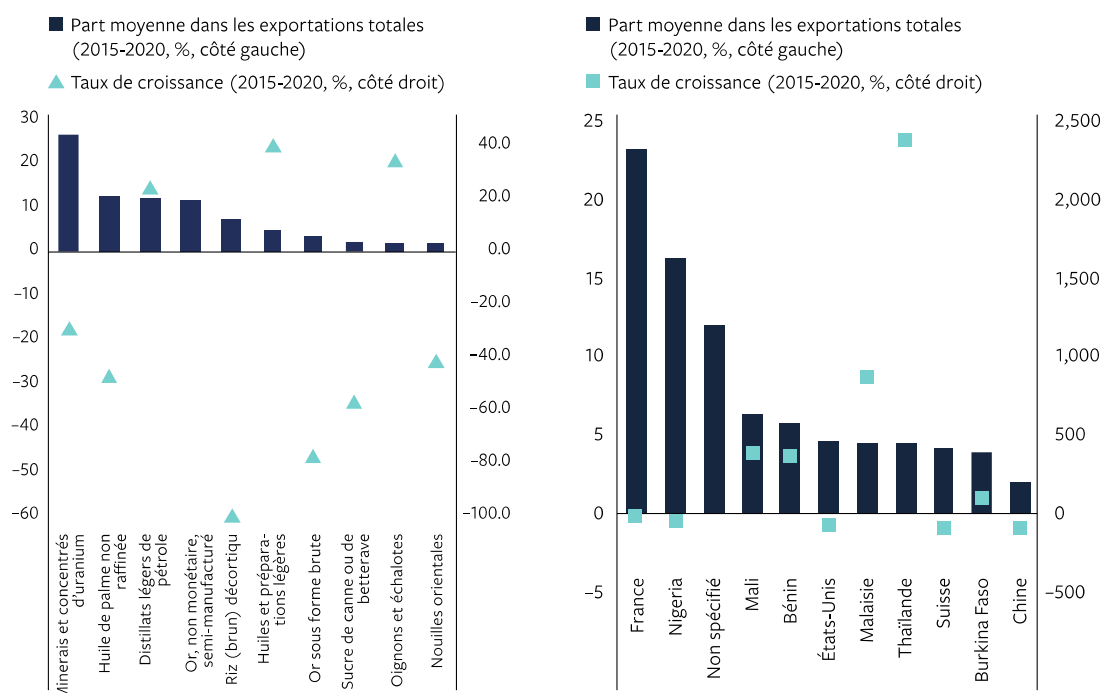
de la frontière avec le Nigeria (un partenaire commercial important), mais a été soutenu par les prix mondiaux favorables de l'or (un produit d'exportation important).

Le Niger a principalement exporté du minerai ou des concentrés d'uranium (26,6 %), de l'huile de palme non raffinée (12,6 %), des distillats légers de pétrole (11,9 %), de l'or non monétaire (11,8 %) et du riz brun décortiqué (7,4 %) entre 2015 et 2020 (figure 2). En 2020, la valeur des exportations d'or non monétaire a augmenté pour atteindre 622 millions de dollars, représentant 49,9 % des exportations totales, grâce aux prix mondiaux favorables de l'or. Depuis 2005, pour maintenir la sécurité alimentaire, le gouvernement nigérien a interdit les exportations d'autres cultures vivrières produites au Niger par l'agriculture de subsistance, notamment le millet, le sorgho, le maïs et la farine de manioc (OMC, 2018).

Les principales destinations des produits d'exportation du Niger pour la période 2015-2020 étaient la France, le Nigeria, le Mali, le Bénin et les États-Unis (figure 2). Notamment, 70 % des exportations étaient destinées au Nigeria et au Bénin seulement en 2017, tandis que la Thaïlande, la Suisse, la Malaisie, le Brésil et la Chine sont devenus des destinations d'exportation importantes supplémentaires en 2018. Néanmoins, en raison de sa position enclavée et du manque d'accès aux routes commerciales, le Niger dépend de plus en plus de son voisin, le Nigeria, pour faciliter le passage de ses exportations. Étant donné que les exportateurs doivent payer des taxes⁴ pour exporter depuis le Niger, contrairement aux exportateurs du Nigeria, de nombreux exportateurs nigériens utilisent des moyens informels pour transporter les marchandises vers le Nigeria, qui sont ensuite réexportées par le Nigeria. Cela conduit à un sous-dénombrement des exportations nigériennes dans les statistiques officielles (OMC, 2018).

⁴ Les exportateurs doivent payer les taxes à l'exportation et les avances sur l'impôt sur les bénéfices (ISB), même s'ils pratiquent un commerce préférentiel dans le cadre de la CEDEAO/UEMOA (OMC, 2018).

Figure 2 Les 10 principaux produits d'exportation du Niger et leurs destinations, 2015-2020 (moyenne)



Source : calculs des auteurs basés sur les données de la CNUCED (catégorie de produits à 6 chiffres).

Le Niger a importé une variété de biens entre 2015 et 2020 mais, en moyenne, les principales importations comprenaient les hélicoptères et les pièces d'avion ou d'hélicoptère (12,6 %), le riz blanchi (8,8 %), l'huile de palme raffinée (3,9 %) et le ciment Portland (3,1 %). Cependant, les moyennes masquent les fluctuations annuelles des importations du Niger. Par exemple, la valeur des importations de riz blanchi a plus que doublé, passant de 138 millions de dollars en 2016 à 274 millions de dollars en 2017, en raison des préoccupations croissantes en matière de sécurité alimentaire dans un contexte de conflits violents⁵ et de problèmes de santé publique⁶ au Niger au cours de cette période. En 2020, les vaccins pour la médecine humaine⁷, d'une valeur de 169 millions de dollars, ont été la troisième plus grande importation en termes de valeur (représentant 5,6 % des importations), en raison de la demande accrue pendant la pandémie.

Les importations du Niger provenaient de diverses régions : principalement de France (22,5 %), de Chine (18,8 %), des États-Unis (7,8 %), de Thaïlande (6,9 %), du Nigeria (5,4 %), d'Inde (3,3 %), du Japon (3 %), de Côte d'Ivoire (2,9 %), du Ghana (2,6 %) et de Belgique (2,5 %). À l'exception de la France, de la Chine et du Bénin, les importations de toutes les autres sources principales ont enregistré une croissance positive au cours de la période 2015-2020. Le Niger a notamment importé des pièces d'avions et des munitions de France, du riz et des pièces de machines de Chine, et de l'électricité, des cigares et du ciment du Nigeria.

⁵ Plus d'informations sur : <https://reliefweb.int/report/niger/niger-food-assistance-fact-sheet-november-28-2017>.

⁶ Plus d'informations sur : www.who.int/emergencies/disease-outbreak-news/item/05-may-2017-hepatitis-e-niger-en.

⁷ Le Niger a reçu 100 800 doses de vaccin AstraZeneca comme don du gouvernement canadien par le biais de la Facilité COVAX (UNICEF, 2021).

Nous avons également étudié l'efficacité (en termes d'avantage comparatif révélé ou ACR) et la demande mondiale (de tous les pays) pour les 25 principaux produits exportés par le Niger (représentant 94 % des exportations totales du Niger) au cours des cinq dernières années (c'est-à-dire de 2015 à 2019, ou les dernières données disponibles). Le tableau 3 présente les produits nigériens qui peuvent être soutenus par la promotion ou l'intervention à l'exportation pour accroître la compétitivité.

Tableau 3 Produits d'exportation pour la promotion et l'intervention ciblée

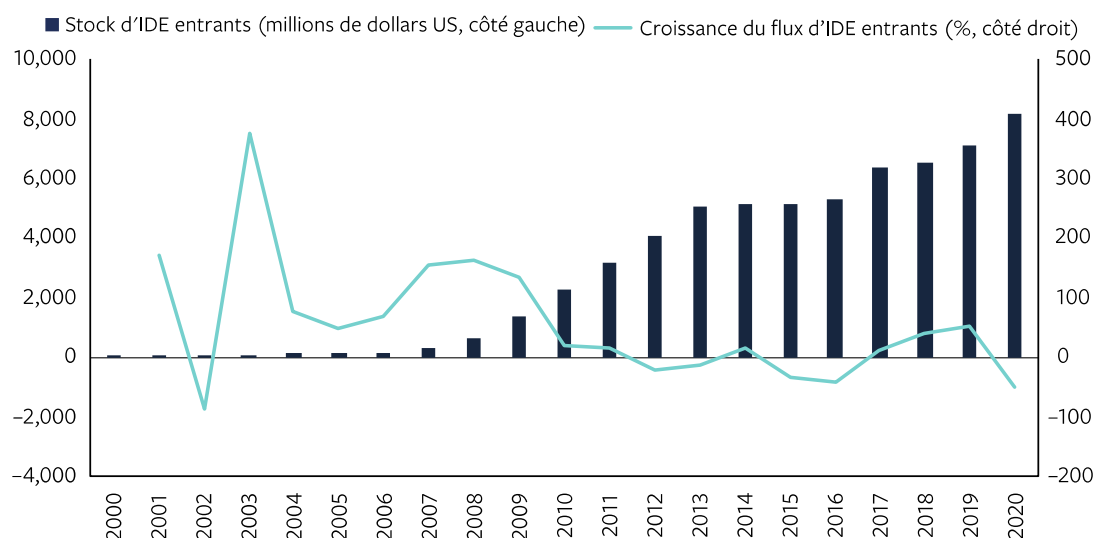
	Augmentation de l'ACR (par exemple, pour la promotion, la facilitation des exportations)	Diminution de l'ACR (par exemple, intervention pour accroître la compétitivité)
Augmentation de la demande mondiale	<ul style="list-style-type: none"> • Huiles de pétrole (huiles et préparations légères et non légères) • Or semi-manufacturé • Oignons et échalotes • Véhicules pour le transport de personnes • Produits végétaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Riz (brun) décortiqué • Pâtes non cuites • Bennes de véhicules pour le transport de marchandises • Vêtements et articles usés • Gaz de pétrole liquéfié
Diminution de la demande mondiale	<ul style="list-style-type: none"> • Huile de palme (autre que brute) • Sucre sous forme primaire • Bovins vivants autres que le bétail et les buffles • Tissu de coton (blanchi, écru et imprimé, ne pesant pas plus de 200g/m²) 	<ul style="list-style-type: none"> • Minerais et concentrés d'uranium • Or brut (mais pas en poudre) • Tissu de coton (imprimé, d'un poids supérieur à 100g/m² mais n'excédant pas 200g/m²) • Riz semi-blanchi ou blanchi • Cigarettes contenant du tabac • Tomates préparées ou conservées

Source : compilation des auteurs basée sur les données de World Integrated Trade Solution.

2.2 Investissements directs étrangers

Le stock d'investissements directs étrangers (IDE) au Niger a fortement augmenté au cours de la dernière décennie, passant de 2,3 milliards de dollars en 2010 à 8,2 milliards de dollars en 2020 (figure 3). Parallèlement, la croissance des flux d'IDE vers le Niger a été volatile, les plus fortes contractions reflétant la réaction des investisseurs aux chocs intérieurs et extérieurs. Par exemple, les entrées d'IDE se sont fortement contractées de 35,7 % et de 43,1 % en 2015 et 2016, respectivement, car le Niger a été confronté à des chocs sécuritaires et humanitaires et à des prix mondiaux des produits de base défavorables au cours de la période (voir FMI, 2016). Les entrées d'IDE ont fortement rebondi au cours des années suivantes, mais ont fortement diminué de près de 48,8 %, pour atteindre 367 millions de dollars, car les investisseurs ont été confrontés à des contraintes d'investissement (par exemple, la fermeture des frontières) pendant la pandémie (CNUCED, 2021).

Figure 3 IDE entrants (stock et flux), 2000-2020



Source : calculs des auteurs basés sur les données de la CNUCED.

Les principaux secteurs ayant attiré des investissements étaient l'électricité (centrale diesel de Gorou Banda et centrale à charbon de Salkadamna), l'hydroélectricité (projet de barrage de Kandadji) et l'énergie solaire (Gorou Banda, Zinder, Tillabery et Dosso), alignés sur l'objectif national de réduire la dépendance à l'égard du Nigeria pour les importations d'électricité et d'améliorer l'autosuffisance énergétique du Niger (Banque mondiale, 2018). Les autres grands secteurs qui attirent les investissements étrangers sont les suivants (OMC, 2018 ; ITIE, 2021 ; UMOA-Titres, 2021 ; Lloyd Bank, 2021) :

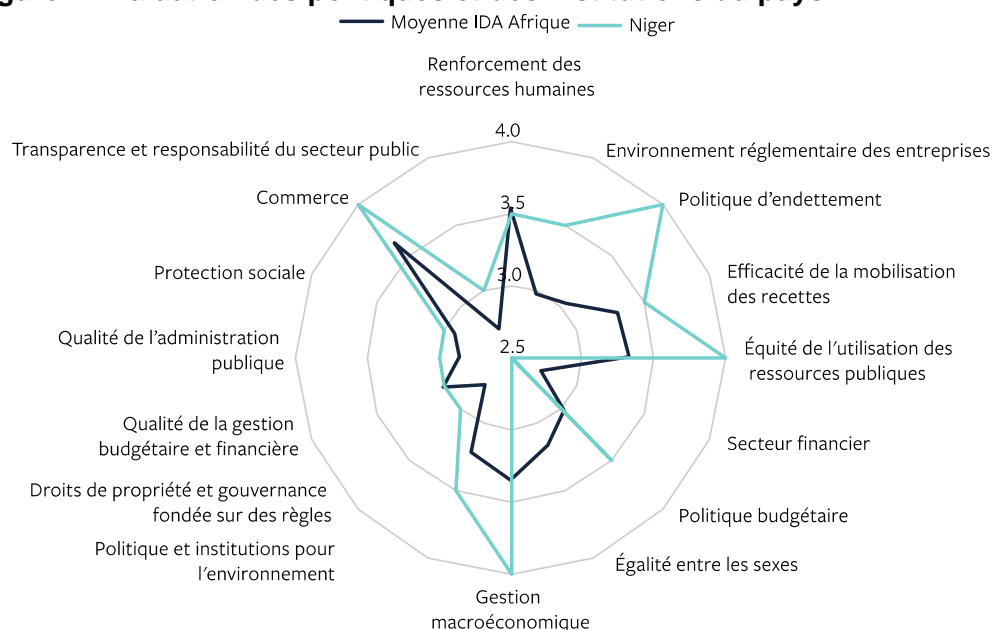
- le secteur minier pour l'exploration de l'uranium, bien que les projets aient été arrêtés suite à la chute des prix mondiaux de l'uranium (dans le cadre du programme de l'initiative « Les Nigériens nourrissent les Nigériens » mis en place en 2011).
- la production de pétrole pour permettre au Niger de devenir un exportateur de pétrole d'ici 2023 (sous la direction de la Société nationale du pétrole de Chine, de la SONATRACH algérienne et de Savannah Petroleum)
- l'activité de construction liée à l'amélioration de la productivité agricole (réhabilitation de systèmes d'irrigation et construction d'abattoirs réfrigérés).

2.3 Environnement d'affaires

Le Niger cherche à attirer les IDE et a introduit une série de réformes pour stabiliser le gouvernement, libéraliser l'économie, encourager la privatisation et accroître le commerce, malgré les menaces du terrorisme, les épisodes climatiques défavorables et le mauvais état des infrastructures du pays (Lloyds Bank, 2021). Le Niger a également pris des mesures pour améliorer son climat des affaires en révisant le processus d'obtention des permis de construire, de règlement des litiges, de transfert des contrats, en réduisant les exigences en matière de capital minimum et en améliorant l'accès à l'électricité et à l'eau (Banque mondiale, 2020a ; Lloyds Bank, 2021).

Le Niger obtient de meilleurs résultats que les pays africains en moyenne en ce qui concerne les permis de construire, le paiement des impôts et la création d'une société (en termes de nombre de procédures et de temps utilisé) (Banque mondiale, 2020a ; Lloyds Bank, 2021). L'indice d'évaluation des politiques et des institutions (CPIA) de la Banque mondiale indique également que le Niger obtient de meilleurs résultats que la moyenne des pays africains éligibles à l'IDA (Association internationale de développement) pour 14 des 16 indicateurs, notamment la notation de la politique de la dette, l'efficacité de la mobilisation des recettes, la notation de la politique budgétaire, la gestion macroéconomique, les droits de propriété, la qualité de l'administration publique et la transparence du secteur public (Banque mondiale 2020b) (figure 4).

Figure 4 Évaluation des politiques et des institutions du pays



Notes : score : 1 = faible, 6 = élevé ; le Niger obtient un score supérieur à la moyenne de l'Afrique-IDA ; les scores globaux (par exemple, les pays africains éligibles à l'IDA) sont des moyennes simples.

Source : Banque mondiale (2020b).

En termes de performances logistiques, cependant, le Niger obtient des résultats médiocres dans les différentes composantes de l'indice de performance logistique (Banque mondiale, 2020c), par rapport à la moyenne des pays africains.

Le gouvernement a pris des mesures pour rendre le Niger plus attrayant pour les investisseurs publics et privés. Il s'agit principalement de l'adoption d'une loi établissant le principe du partenariat public-privé, et de la révision du code des investissements et des lois régissant les secteurs pétrolier et minier pour les rendre plus compétitifs. Les efforts portent également sur l'organisation de plusieurs tables rondes sur le financement par le gouvernement nigérien. En outre, le gouvernement a activement promu des secteurs stratégiques pour attirer davantage d'investissements, notamment l'industrie minière, le tourisme, l'hôtellerie et l'artisanat, le transport et les technologies de l'information et de la communication (TIC) (BCEAO, 2015).

3 Performance du commerce intra-africain et ZLECA

3.1 Contexte : commerce de biens du Niger avec l'Afrique

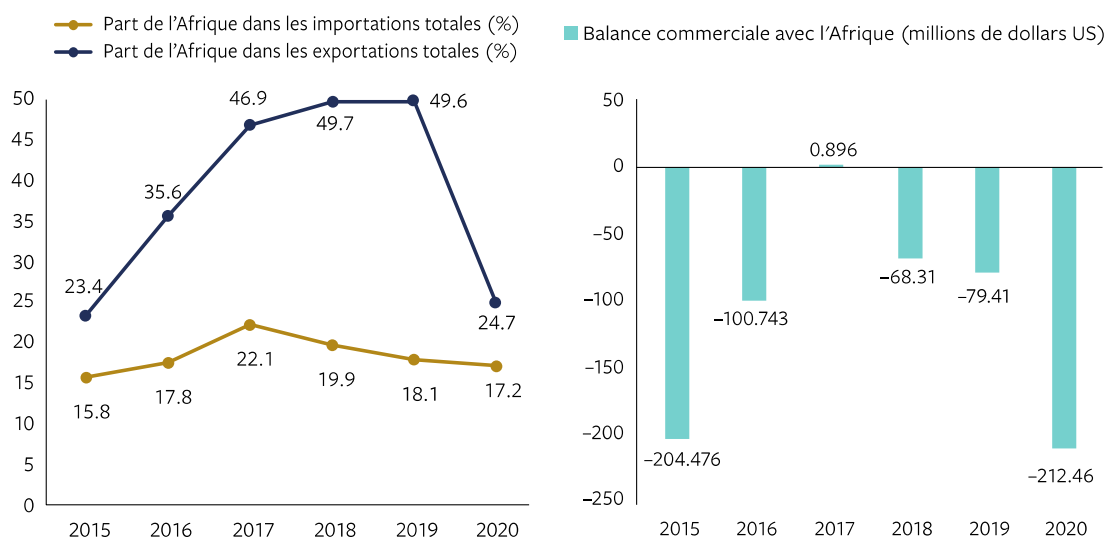
Malgré l'effort pour faciliter le commerce intracommunautaire via l'UEMOA et la CEDEAO, son volume (et sa valeur) reste faible en raison des obstacles au sein de la zone, notamment l'absence d'un système de marché unique (OMC, 2018). Le Niger a été un importateur net de biens vis-à-vis de ses partenaires africains, à l'exception de l'année 2017, où le Niger a enregistré un excédent commercial de 0,9 million de dollars (figure 5). Bien que le déficit commercial se soit réduit entre 2015 et 2016, il s'est creusé en 2019 et 2020 pour atteindre des niveaux supérieurs au déficit de 2015 (212,5 millions de dollars en 2020 contre 204,5 millions de dollars en 2015). Ce déficit commercial a été principalement enregistré avec le Mali, le Burkina Faso et le Tchad (ITC, 2021).

Les exportations intra-africaines du Niger, en pourcentage du total des exportations nigériennes, ont considérablement augmenté pour atteindre 49,7 % en 2018, car les exportations vers le Nigeria ont doublé ; les exportations vers le Bénin ont été multipliées par six, et il y a eu des augmentations des exportations vers d'autres partenaires, notamment le Mali, le Burkina Faso, le Togo, la Libye et le Tchad (ITC, 2021).⁸ En termes absolus, la valeur des exportations intra-africaines du Niger a augmenté de 65,5 % entre 2015 et 2020. Au cours de la même période, les principales exportations destinées au marché africain étaient l'huile de pétrole, l'huile de palme, les oignons et les bovins vivants (ITC, 2021).

Du côté des importations, la part des importations intra-africaines dans les importations totales du Niger a atteint un pic de 22,1 % en 2017, avant de baisser à 18,1 % en 2019 (figure 5). En moyenne de 2015 à 2020, les principales sources africaines des importations du Niger étaient le Nigeria (31,9 %), la Côte d'Ivoire (17,1 %), le Ghana (15,5 %) et le Bénin (11,3 %). Sur la même période, les principales importations ont été le ciment, les cigares, l'énergie électrique et l'huile de palme (ITC, 2021).

⁸ Ces parts élevées pourraient être le résultat d'un mauvais enregistrement des échanges. En raison de la position enclavée du Niger, le commerce avec le Nigeria et le Bénin pourrait être surestimé.

Figure 5 Commerce intra-africain* de biens du Niger, 2015-2019



Note : pour des raisons de cohérence, « intra-africain » dans cette figure fait référence au commerce du Niger avec 51 pays africains disposant de données complètes sur les exportations et les importations de biens de 2017 à 2020.

Source : calculs des auteurs basés sur base de données d'ITC TradeMap.

Les taux de droits de douane de la nation la plus favorisée (NPF) pondérés par le commerce imposés par le Niger sur les importations en provenance des pays africains allaient jusqu'à 20 % pour l'île Maurice et le Rwanda.⁹ Le Niger fait partie de trois communautés régionales en Afrique : CEDEAO, l'UEMOA et la Communauté des États Sahélo-Sahariens (CEN-SAD). Le Niger accorde un accès préférentiel aux membres de la CEDEAO, à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Liberia, le Mali, le Nigeria, le Sénégal et la Sierra Leone (OMC, 2018).

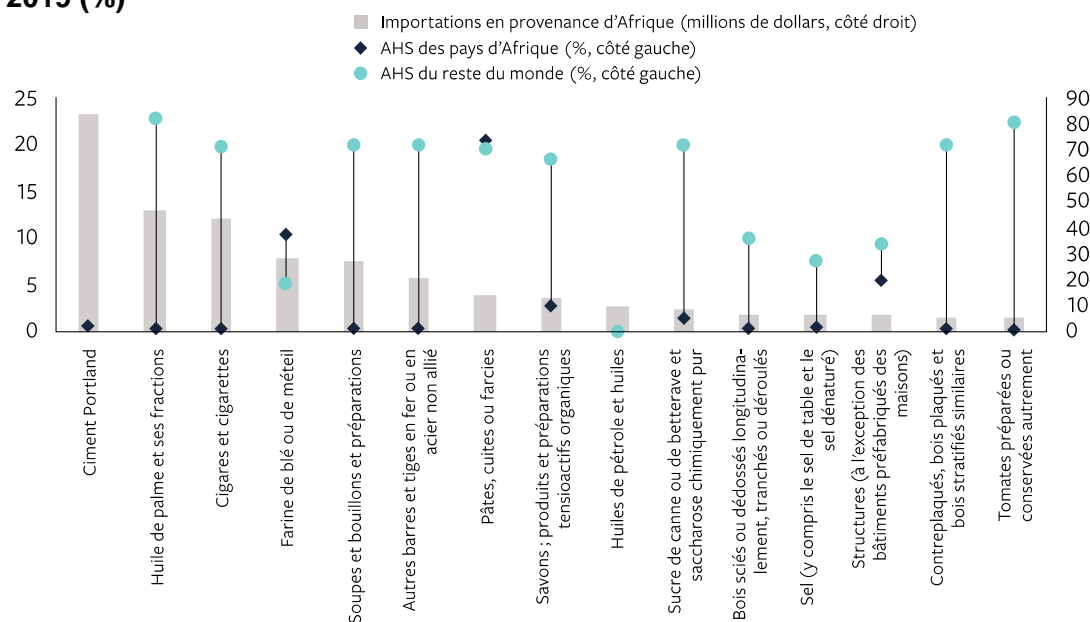
Le AHS est défini par la base de données WITS comme étant les taux tarifaires préférentiels existants les plus bas ou les tarifs NPF appliqués. La figure 6 montre les 15 principales importations en provenance des pays africains, qui représentent 80 % des importations du Niger en provenance du continent. Elle montre également que les AHS imposés par le Niger sur les importations en provenance d'Afrique sont inférieurs aux AHS imposés sur les importations en provenance du reste du monde, avec la marge de préférence maximale accordée aux partenaires africains sur les importations d'huile de palme (23,2 %), de tomates (22,5 %), et de barres ou tiges en fer ou en acier (19,9 %) (figure 6). Ainsi, ces importations africaines bénéficient d'un avantage relatif sur le marché nigérien par rapport aux importations mondiales. En revanche, les marges préférentielles les plus faibles ont été offertes sur les importations de pâtes alimentaires (0 %) et de ciment Portland (0,5 %). Parallèlement, les importations nigériennes de farine de blé ou de mouteil en provenance d'Afrique ont été soumises à un droit de douane¹⁰ de 10,2 %, alors que les importations en provenance du reste du monde n'ont été soumises qu'à un droit

⁹ basé sur la base de données World Integrated Trade Solution.

¹⁰ Il s'agit du tarif moyen pondéré par les échanges auquel sont confrontés tous les exportateurs africains de blé vers le Niger. Au niveau des pays individuels, les plus grands exportateurs (Ghana, Côte d'Ivoire et Togo) ont été confrontés à des droits de douane nuls sur le marché nigérien, tandis que l'Algérie a été confrontée à un droit de douane de 20 %.

de 5,3 % (figure 6). Malgré cela, le Niger a importé 98,7 % de toute la farine de blé ou de méteil de ses partenaires africains, le Ghana, l'Algérie, la Côte d'Ivoire et le Togo (ITC, 2021).

Figure 6 Taux de droits effectivement appliqués (AHS)* sur les principaux produits importés par le Niger en provenance de l'UA et du reste du monde, 2019 (%)



Source : base de données World Integrated Trade Solution.

Outre les droits de douane, les exportateurs vers le Niger sont également confrontés à des mesures non tarifaires (MNT) qui comprennent des mesures techniques, telles que les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce, les inspections avant expédition, ainsi que les instruments traditionnels de la politique commerciale, tels que le contrôle des prix et de la qualité, les restrictions à l'exportation, etc. qui affectent le commerce des marchandises tant du côté des exportations que des importations. La figure 7 montre les coûts commerciaux équivalents¹¹ ad valorem qui intègrent non seulement les coûts de transport international et les droits de douane, mais aussi d'autres coûts commerciaux, notamment les coûts directs et indirects liés aux différences de langues, de monnaies et de procédures lourdes d'importation ou d'exportation.¹²

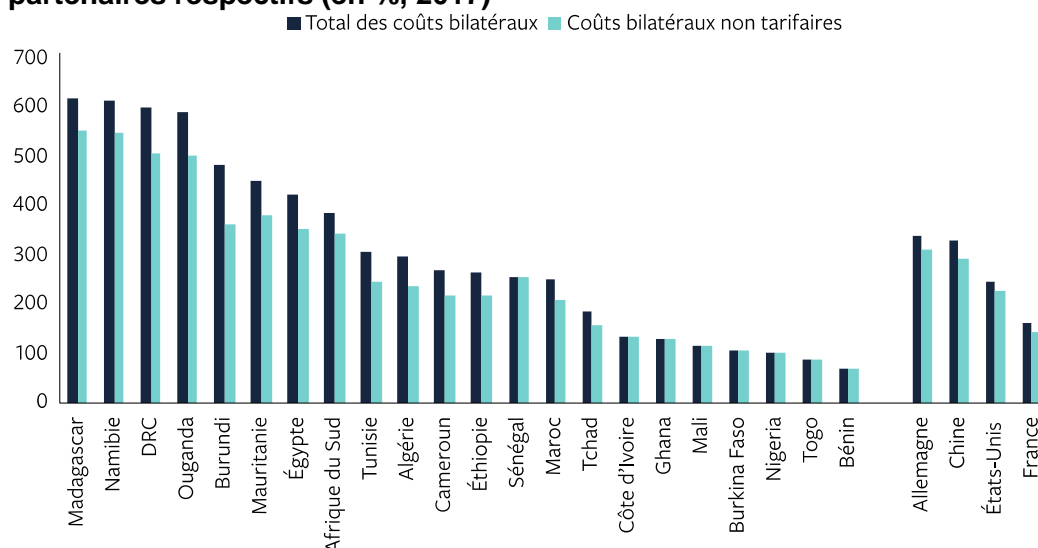
Comme prévu, les coûts bilatéraux totaux se composent presque entièrement de coûts bilatéraux non tarifaires avec les principaux partenaires. Par exemple, les coûts totaux et les coûts non tarifaires sont égaux pour le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mali, le Nigeria et le Sénégal. Étant donné que ces pays sont également membres de la CEDEAO (et bénéficient de tarifs préférentiels), le commerce avec ces partenaires régionaux n'est limité que par la présence de coûts commerciaux non tarifaires. Cela indique que le commerce intra-africain n'a pas

¹¹ Ou en proportion (%) de la valeur estimée des biens.

¹² Il convient de noter que cette mesure est une moyenne pour tous les biens échangés, dont certains peuvent ne pas être échangés (ou très peu) dans la pratique en raison de coûts commerciaux prohibitifs. Cette mesure, élaborée par la CESAP et la Banque mondiale (2017), comprend tous les coûts liés au commerce international de biens avec un autre partenaire (c'est-à-dire de manière bilatérale) par rapport à ceux liés au commerce de biens au niveau national.

encore atteint sa capacité maximale et qu'il est entravé par des coûts commerciaux qui peuvent être traités de manière multilatérale ou bilatérale.

Figure 7 Coûts commerciaux bilatéraux ad valorem entre le Niger et ses partenaires respectifs (en %, 2017)



Source : base de données de la Banque mondiale

En outre, sur la base de cette mesure, le commerce entre le Niger et Madagascar implique des coûts supplémentaires s'élevant à 617 % de la valeur des biens échangés entre les deux pays par rapport au commerce intérieur. En d'autres termes, il est plus de six fois plus coûteux pour le Niger de faire du commerce avec Madagascar que de faire du commerce intérieur (à l'intérieur de ses frontières nationales)¹³. De même, il est six fois plus coûteux pour le Niger de faire du commerce avec la Namibie, la République démocratique du Congo et l'Ouganda que de faire du commerce intérieur. La figure 7 montre également que les coûts commerciaux globaux sont moins élevés avec certains partenaires extra-régionaux comme les États-Unis et la France qu'avec la plupart des pays africains. Le coût bilatéral des échanges avec l'Allemagne est comparable à celui des échanges avec l'Afrique du Sud ; les coûts avec la Chine sont similaires à ceux de la Tunisie ; les coûts français sont les plus proches de ceux de la Côte d'Ivoire, membre de la CEDEAO, etc.¹⁴ Parmi les partenaires sélectionnés, le commerce avec le Bénin attire les coûts commerciaux les plus bas, équivalant à 0,7 fois les coûts commerciaux nationaux.

3.2 Statut de la mise en œuvre de la ZLECA par le Niger

Le Niger a soumis son instrument de ratification du traité ZLECA le 19 juin 2018, devenant ainsi le quatrième État membre à ratifier l'accord. Le Niger a été l'un des 22 premiers membres à ratifier l'accord qui a facilité l'entrée en vigueur de la ZLECA le 30 mai 2019.¹⁵ (Tralac, 2021a). Au 4 octobre 2021, 41 pays se sont

¹³ Voir Arvis et al. (2012) pour une discussion complète de la méthodologie.

¹⁴ Les coûts élevés des échanges avec les pays extra-régionaux pourraient être le résultat de la position enclavée du Niger, qui l'oblige à trouver des routes commerciales via ses voisins.

¹⁵ Le Niger est assez important dans l'histoire de la ZLECA : lors du sommet de l'Union africaine (UA) de 2019 à Niamey, 54 des 55 membres de l'UA ont signé l'accord, le président nigérien Mahamadou Issoufou le qualifiant de « plus grand événement historique pour le continent africain depuis la création de l'Organisation de l'unité africaine en 1963 » (ISS Africa, 2019). Plus d'informations sur : <https://issafrica.org/iss-today/can-the-peace-trade-equation-stabilise-the-horn>.

conformés à leurs exigences nationales pour la ratification de la ZLECA, dont 38 ont déposé leurs instruments de ratification à la Commission de l'UA (Tralac, 2021b), tandis que l'Érythrée doit encore signer l'accord. En mars 2021, la ZLECA a obtenu 90 % des offres tarifaires et 34 % des offres de services (UA, 2021a). Les pays qui ratifient l'accord peuvent commercer entre eux sur la base de leurs concessions tarifaires et de leurs règles d'origine.

Avec l'adoption de la ZLECA, les droits de douane sur les marchandises originaires d'autres pays africains seront également progressivement libéralisés par étapes, à l'exception des produits figurant sur les listes « sensibles » et « d'exclusion ». Les tarifs seront libéralisés (jusqu'à zéro) pour 90 % des lignes tarifaires sur une période de dix ans pour les pays les moins avancés (PMA) et de cinq ans pour les non PMA (Secrétariat de la ZLECA, 2021). Un troisième groupe de six PMA, dont le Niger, a obtenu un délai de 15 ans pour éliminer les barrières tarifaires (Albert, 2019). Les produits sensibles ne doivent pas dépasser 7 % du total des lignes tarifaires, tandis que la liste d'exclusion ne doit pas dépasser 3 % du total des lignes tarifaires, la valeur limite des importations intra-africaines ne devant pas dépasser 10 % (ibid.).

Au niveau des communautés régionales (dont le Niger est membre), la Commission de la CEDEAO a soumis son offre tarifaire le 5 décembre 2020 (UA, 2021b). En outre, elles soumettront une stratégie de mise en œuvre régionale¹⁶ dans le cadre de la préparation à la validation régionale par les États membres de la CEDEAO, y compris le Niger (CEDEAO, 2021a). Cette stratégie régionale complétera les efforts déployés au niveau national par les États membres et contribuera à une mise en œuvre coordonnée de la ZLECA (CEDEAO, 2021a). La commission de la CEDEAO a également soutenu la mise en œuvre nationale par une série d'ateliers de sensibilisation et de renforcement des capacités (CEDEAO, 2020a ; 2020b ; 2021b).

Les principaux acteurs de l'économie nigérienne ont examiné la stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECA du pays en 2021, avec le soutien de l'assistance technique de la CEA et le soutien financier de l'UE (CEA, 2021). Cette stratégie met l'accent sur la nécessité de créer un environnement propice à l'épanouissement du secteur privé, tout en favorisant les investissements dans les secteurs productifs (CEA, 2021). Des efforts supplémentaires ont également été déployés par le ministère nigérien du Commerce, de l'Industrie et de l'Entrepreneuriat des jeunes¹⁷ pour valider la stratégie nationale et identifier les actions prioritaires à entreprendre par le gouvernement afin de réaliser efficacement les avantages potentiels de la ZLECA - ceci inclut une collaboration avec le Programme pour la Facilitation des Échanges en Afrique de l'Ouest (FEAO, 2021a).

Notamment, la direction des douanes du Niger a également validé un outil régional de coopération douanière entre les membres de la CEDEAO, qui facilitera le flux d'informations pour accélérer les expéditions, le traitement avant l'arrivée et la coopération entre les administrations douanières des membres (FEAO, 2021b). Cela devrait accélérer la mise en œuvre de la ZLECA. Auparavant, le ministère d'État nigérien avait également lancé une édition de la foire commerciale « 100% Made in Niger », ainsi que la campagne « Achetez nigérien » en association avec la CEA. Cette initiative vise à accélérer l'industrialisation et la diversification de l'économie pour compléter la ZLECA, en plus de renforcer l'intégration économique

¹⁶ Cet examen a été entrepris lors d'une réunion organisée par la Commission de la CEDEAO, en collaboration avec des fonctionnaires de la CEA, de la Commission de l'UEMOA, du PNUD et de la GIZ (CEDEAO, 2021).

¹⁷ En collaboration avec le Programme pour la Facilitation des Échanges en Afrique de l'Ouest (FEAO), avec le soutien de l'UE et de la CEA. Le programme FEAO a été soutenu par le Comité national de la ZLECA du pays pour s'assurer que la mise en œuvre s'aligne sur l'Accord de facilitation des échanges de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la ZLECA (FEAO, 2021a).

sous-régionale en créant de nouvelles chaînes de valeur et de nouveaux emplois, et en réduisant la pauvreté (CEA, 2020). Une simulation de la Banque mondiale (2020d) suggère que, d'ici 2035, la forte augmentation de la consommation des ménages résultant de l'ouverture commerciale dans le cadre d'un scénario de mise en œuvre complète de la ZLECA peut sortir 4,2 millions de Nigériens de la pauvreté modérée (vivant avec 5,50 dollars par jour, corrigés des PPA).

4 Opportunités et défis pour le commerce et l'investissement au Niger

Sur la base de l'analyse de la performance macroéconomique du Niger, du paysage du commerce et de l'investissement et de la mise en œuvre de la ZLECA dans les sections précédentes, nous résumons les considérations SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces) pour les perspectives de commerce et d'investissement du Niger.

Forces	<ul style="list-style-type: none"> • La croissance du PIB de 1,2 % malgré la pandémie de Covid-19. • La réduction substantielle de l'incidence de la pauvreté (et des inégalités) dans les zones rurales grâce à la croissance du secteur agricole et à une répartition des bénéfices de la croissance favorable aux pauvres. • L'accès aux marchés de la CEDEAO et de l'UEMOA pour les exportations. • Les efforts visant à accroître les IDE par des réformes destinées à stabiliser le gouvernement, à libéraliser l'économie, à encourager la privatisation et à accroître les échanges. • De meilleurs résultats que la plupart des homologues africains en matière de permis de construire, de paiement des impôts et de création d'entreprise. • Meilleure performance de l'indice CPIA sur la notation de la politique de la dette, l'efficacité de la mobilisation des recettes, la notation de la politique fiscale et la gestion macroéconomique. • La ratification rapide de la ZLECA en 2019 et la création d'une stratégie nationale.
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> • Principalement occupé par le désert du Sahara, ce qui rend le pays extrêmement vulnérable aux invasions de criquets, aux sécheresses récurrentes et à la désertification progressive. • L'une des nations les plus pauvres du monde, avec l'IDH le plus bas. • Sa position enclavée et le manque d'accès aux routes commerciales le rendent de plus en plus dépendant du Nigeria voisin pour faciliter les échanges. • Le manque de diversification des exportations (cinq produits représentaient 70 % des exportations totales). • Les routes commerciales informelles avec le Nigeria pour éviter de payer les taxes à l'exportation conduisent à une sous-estimation du commerce.
Opportunités	<ul style="list-style-type: none"> • Le Niger peut devenir une nation exportatrice de pétrole d'ici 2023. • Le traitement des mesures non tarifaires (soit au niveau plurilatéral, soit au niveau bilatéral) pourrait stimuler la croissance des exportations avec les partenaires africains. • L'adhésion préférentielle stratégique à plusieurs communautés régionales comme l'UEMOA et la CEDEAO peut être mise à profit pour conquérir les marchés continentaux. • Possibilité d'accroître le commerce intra-africain par la suppression des mesures non tarifaires et la réduction des coûts commerciaux non tarifaires. • Des perspectives d'investissement lucratives dans l'électricité, l'énergie solaire, l'activité minière (uranium et or) et l'exploration pétrolière. • Possibilités d'investissement dans le tourisme, l'hôtellerie et les services TIC.

Menaces (risques)	<ul style="list-style-type: none">• Exposé aux conditions climatiques et à la volatilité des prix internationaux.• Entouré par le terrorisme dans les pays voisins.• Principalement occupé par le désert du Sahara.• Mauvais état des infrastructures.• Coûts commerciaux non tarifaires élevés avec les partenaires régionaux et extrarégionaux.
----------------------	---

Références

AfCFTA Secretariat (2021) 'Overview: the schedule of tariff concessions' (<https://afcfta.au.int/en/schedules-tariff-concessions>).

Albert, T. (2019) *The African Continental Free Trade Agreement: opportunities and challenges*. Geneva: CUTS International.

Arvis, J., Duval, Y., Shepherd, B. and Utoktham, C. (2012) *Trade costs in the developing world: 199–2010*. ARTNeT Working Paper Series 121/December. Asia-Pacific Research and Training Network on Trade (www.unescap.org/sites/default/files/AWP%20No.%20121.pdf).

AU – African Union (2021a) 'The AfCFTA secretariat and UNDP sign a strategic partnership agreement to promote trade in Africa' (<https://au.int/en/pressreleases/20210329/afcfta-and-undp-sign-strategic-partnership-agreement-promote-trade>).

AU (2021b) 'Trading under the AfCFTA begins'. AU articles (<https://au.int/en/articles/trading-under-afcfta-begins>).

BCEAO – Banque Centrale des Etats de L'Afrique de L'Ouest (2015) 'Balance des paiements et position extérieure globale: Niger' (www.bceao.int/sites/default/files/2017-11/balance_des_paiements_et_position_exterieure_globale_du_niger_-_2015.pdf).

ECOWAS – Economic Community of West African States (2020a) 'ECOWAS holds regional meeting on African Continental Free Trade Area for ECOWAS institutions and specialised agencies' (www.ecowas.int/ecowas-holds-regional-meeting-on-african-continental-free-trade-area-for-ecowas-institutions-and-specialised-agencies/).

ECOWAS (2020b) 'ECOWAS holds regional sensitisation workshop on the African Continental Free Trade Area' (AfCFTA) for the private sector' (www.ecowas.int/ecowas-holds-regional-sensitisation-workshop-on-the-african-continental-free-trade-area-afcfta-for-the-private-sector/).

ECOWAS (2021a) 'ECOWAS Commission and UNECA organize a technical review of the draft Regional AfCFTA Implementation Strategy' (www.ecowas.int/ecowas-commission-and-unece-organize-a-technical-review-of-the-draft-regional-afcfta-implementation-strategy/).

ECOWAS (2021b) 'ECOWAS holds capacity building workshop on digital trade for the AfCFTA e-commerce agenda' (www.ecowas.int/ecowas-holds-capacity-building-workshop-on-digital-trade-for-the-afcfta-e-commerce-agenda/).

EITI – Extractive Industriels Transparency Initiative (2021) 'Niger' (www.eiti.org/niger).

ESCAP-WB – Economic and Social Commission for Asia and the Pacific – World Bank (2017) 'ESCAP-WB Trade Cost Database: explanatory note for users' (www.unescap.org/sites/default/d8files/Trade%20Cost%20Database%20-%20User%20note.pdf).

IMF (2016). Niger: Staff Report for the 2016 Article IV Consultation and Request for a Three-Year Arrangement under the Extended Credit Facility. (<https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2017/059/article-A001-en.xml>).

IMF – International Monetary Fund (2020) 'Niger: Sixth review under the extended credit facility'. IMF Country Report 20/292. Washington DC: IMF (<https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/11/03/Niger-Sixth-Review-Under-the-Extended-Credit-Facility-and-Request-for-Waiver-for-49862>).

IMF (2021a) *West African Economic and Monetary Union*. IMF Country Report 21/50. Washington DC: IMF.

IMF (2021b) *World Economic Outlook 2021* (www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2021/10/12/world-economic-outlook-october-2021).

ITC – International Trade Centre (2021a) TradeMap database (www.trademap.org/Index.aspx).

Lloyds Bank (2021) 'Niger: investing'. Webpage. Lloyds Bank (www.lloydsbanktrade.com/en/market-potential/niger/investing).

Pinto Moreira, E. and Bayraktar, N. (2005) *A macroeconomic framework for quantifying growth and poverty reduction strategies in Niger*. Policy Research Working Paper 3506. Washington DC: World Bank (<https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/8851>).

TFWA (2021a) 'Team Niger participates in AfCFTA strategy validation' (<https://tfwa.projects.ecowas.int/index.php/en-us/countries-en-us/niger>).

TFWA (2021b) 'TFWA supports Niger customs in validating the MACC action plan' (<https://tfwa.projects.ecowas.int/index.php/en-us/countries-en-us/niger>).

Tralac – Trade Law Centre (2021a) 'Status of AfCFTA ratification' (www.tralac.org/resources/infographic/13795-status-of-afcfta-ratification.html).

Tralac (2021b) 'AfCFTA ratification barometer' (www.tralac.org/documents/resources/infographics/2605-status-of-afcfta-ratification/file.html).

UMOATitres (2021) 'Niger: economic growth driven by the primary sector' (www.umoaTitres.org/en/niger-economic-growth-driven-by-the-primary-sector/).

UNCTAD – United Nations Conference on Trade and Development (2021) *World Investment Report 2021: investing in sustainable recovery*. New York: UNCTAD (UNCTAD/WIR/2021).

UNDP – United Nations Development Programme (2021) Human Development Reports database (<http://hdr.undp.org/en/countries/>).

UNECA – United Nations Economic Commission for Africa (2020) 'AfCFTA: The Government of Niger, the ECA and the Organization of Industrial Professionals of Niger organise the 4th edition of the trade fair "100% Made in Niger"' (www.uneca.org/storays/afcfta-government-niger-eca-and-organization-industrial-professionals-niger-organise-4th).

UNECA (2021) 'Niger's key economic players review their country's AfCFTA strategy' (<https://repository.uneca.org/handle/10855/46566>).

UNICEF – United Nations Children's Fund (2021) 'From COVID-19 vaccine to girls' education: Canada's commitment to Niger's children' (www.unicef.org/niger/stories/covid-19-vaccine-girls-education).

WDI – World Development Indicators (2021) World Bank open data (<https://data.worldbank.org/>).

World Bank (2018) 'International Development Association project paper for the Republic of Niger, energy and extractives global practice: Africa Region'. Report PAD2615. Washington DC: World Bank (<https://documents1.worldbank.org/curated/en/630161534524243997/pdf/NIGER-ELECTRICITY-PAD-08142018.pdf>).

World Bank (2020a) 'Ease of doing business ranking' (www.doingbusiness.org/en/rankings?region=sub-saharan-africa).

World Bank (2020b) 'Assessing Africa's policies and institutions: CPIA Africa' (https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34325/WB_CPIA_Report_Aug2020.pdf).

World Bank (2020c) Connecting to compete 2018: trade logistics in the global economy. (<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/29971/LPI2018.pdf>).

World Bank (2020d) 'The African Continental Free Trade Area: economic and distributional Effects'. Washington, DC: World Bank (<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34139/9781464815591.pdf>).

World Bank (2021) *Niger: investing in human capital, agricultural productivity, and social protection for faster poverty reduction: a poverty assessment*. Washington DC: International bank for Reconstruction and Development/The World Bank.

WTO – World Trade Organization (2018) *Trade policy review: the member countries of the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) – revision*. Geneva: WTO.